

[Texte]

Mr. Munro (Hamilton East): I do not have personal knowledge of all the duties that an inspector discharges. I can only answer that on a hypothetical basis, the same basis on which you present the question, and I should think inspectors' duties differ considerably from somebody that actually does the work on a full-time basis.

Mr. Alexander: But you are not prepared to give an opinion as to whether it is more important?

Mr. Munro (Hamilton East): I do not think it is my duty or responsibility to do so.

Mr. Alexander: I do not blame you for giving me that answer.

Mr. Munro (Hamilton East): Well, I think it is an accurate answer.

The Chairman: Mr. Alexander, it does not make any difference to me, but Mr. Fraser is on next.

Mr. Alexander: In other words, you are telling me to shut up.

The Chairman: Well, your time has expired.

Mr. Alexander: Just give me one more question please, because I just want to get something clear in my mind.

Regardless of the figures, we are now at the stage of 54 per cent. Mr. Minister, would you say now that this is the policy of your government, that a 50 per cent settlement and the package is acceptable to the government in general terms?

Mr. Munro (Hamilton East): In general terms, of course not. Again, Mr. Alexander, as you full well know, in terms of my statements I have said that on a comparable basis in terms of all the comparisons that are made in terms of wage settlements this is a 15 per cent average settlement over a two-year basis. Now, if you want to use the 54 per cent figure then I would like you to use that same reasoning in applying all the comparisons across the board. And that means we will rerate all our comparison figures and instead of just talking wage settlements we will talk about every fringe benefit. We will talk about COLA, we will talk about pensions and everything else. And we will have to rewrite the comparison analysis that we have out of every agency at provincial and federal levels. Now, if you want to talk about wages, we will talk about wages. But if you want to talk about 54 per cent then you will have to equate that type of percentage with every other settlement that takes into account every fringe benefit, all the pension plans and all the COLA's which are not reflected in all the comparison analysis that you have had in front of your desk for many, many years.

For instance, and I will just use one outstanding example, the grain handlers here had no pension plan. Whose fault that is, we will not go into. But they had no pension plan at all. I am talking about a pension plan negotiated between employees and employers. So if you lump an entire new pension plan into a settlement, of course there is going to be a bulge. If you are going to talk about disputes between the United Steel Workers of America and the Steel Company of Canada, they are just going to talk about pension plans that their employees have enjoyed for years. Now, if you will tell me the basis upon which you want to make the comparisons then I am prepared to make the comparisons.

[Interprétation]

M. Munro (Hamilton-Est): Je ne connais pas personnellement toutes les fonctions d'un inspecteur. Je ne puis répondre que de façon hypothétique, sur les mêmes prémisses que votre question, et je croirais les fonctions d'un inspecteur considérablement différentes de ceux qui exécutent effectivement le travail à temps plein.

M. Alexander: Mais vous n'êtes pas prêt à exprimer une opinion à savoir s'il est plus important?

M. Munro (Hamilton-Est): Je ne pense pas qu'il soit de mon devoir ou de ma responsabilité de le faire.

M. Alexander: Je ne vous blâme pas de me donner cette réponse.

M. Munro (Hamilton-Est): Eh bien, je pense que c'est une réponse exacte.

Le président: Monsieur Alexander, cela ne me fait rien, mais M. Fraser est le prochain.

M. Alexander: En d'autres termes, vous me dites de me taire.

Le président: Eh bien, votre temps est écoulé.

M. Alexander: Une dernière question, s'il vous plaît, car je veux bien éclaircir une chose dans mon esprit.

Quels que soient les chiffres, nous en sommes maintenant à l'étape du 54 p. 100. Monsieur le ministre, diriez-vous maintenant que c'est là la politique de votre gouvernement, qu'un règlement de 50 p. 100 et l'ensemble du dossier sont acceptables par le gouvernement de façon générale?

M. Munro (Hamilton-Est): De façon générale, certainement pas. Encore une fois, monsieur Alexander, ainsi que vous le savez fort bien, suite à mes déclarations, j'ai déclaré que, sur une base comparable, en fonction de toutes les comparaisons qui sont faites au niveau des règlements salariaux, il s'agit d'un règlement moyen de 15 p. 100 réparti sur deux ans. Évidemment, si vous voulez utiliser le chiffre de 50 p. 100, j'aimerais alors que vous utilisiez le même raisonnement dans toutes les autres comparaisons. Il s'ensuit que nous devons recalculer toutes nos comparaisons et au lieu de parler simplement de règlement salarial, nous allons parler de tous les avantages sociaux. Nous allons parler de l'indemnité de vie chère, des pensions et de tout. Nous devons reprendre l'analyse comparative que nous avons pour tous les organismes aux niveaux fédéral et provinciaux. Évidemment, si vous voulez parler des salaires, nous allons parler des salaires, mais si vous voulez parler de 54 p. 100, il vous faudra alors comparer ce type de pourcentage avec tous les autres règlements qui tiennent compte de tous les avantages sociaux, de tous les régimes de pension et de toutes les indemnités de vie chère dont on ne tient pas compte dans toutes les analyses comparatives que vous avez sur votre table depuis beaucoup, beaucoup d'années.

Par exemple, et je vais utiliser un seul exemple remarquable, les manutentionnaires de grain n'avaient pas de régime de pension. Nous ne discuterons pas à savoir qui en est le fautif, mais ils n'avaient pas de régime de pension. Je parle d'un régime de pension négocié entre employeurs et employés. Donc, si vous incorporez tout un nouveau régime de pension dans un règlement, il est évident qu'il y aura disproportion. Si vous voulez parler de conflit entre les Métallurgistes unis d'Amérique et la *Steele Company of Canada*, ils vont simplement parler d'un régime de pension dont profitent leurs employés depuis des années. Si vous voulez donc me dire sur quelle base vous voulez faire les comparaisons, je suis prêt à les faire.